



Ce document vous est présenté par le

**Syndicat des attachés
des administrations parisiennes**

ANNALES 2013 DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL DU PRINCIPALAT

I - QUESTIONS JURIDIQUES

Quelles mesures pour la parité en matière de recrutement ?

Evolution de la jurisprudence de la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile).

Pourquoi a-t-on créé autant d'observatoires ?

Mesures pour les agents victimes d'agression.

Comment mesurer la qualité du service rendu à l'utilisateur ?

Quelle est l'évolution de la politique de la PJJ en matière d'hébergement ?

Quelle loi a renforcé le rôle du Conseil Général ?

Quels sont les documents à fournir par les entreprises pour un dossier de candidature à un marché public ?

Qu'appelle-t-on acte d'engagement ?

Le cycle budgétaire sur une année : les grandes étapes de l'élaboration du budget.

DSP, marché article 30 : avantages et inconvénients de ces modes de gestion.

Que faire devant un agent ivre dès la prise de service ?

Doit-on avoir une transparence dans la politique de rémunération ?

La politique de l'ASE à l'égard des mineurs isolés étrangers.

Comment concilier impératifs techniques, financiers et politiques dans la mise en œuvre de grands projets type tramway ?

Comment imposer la logique juridique à la logique politique ?

Maltraitance de l'enfant : procédures de signalement.

Quelles sont les institutions qui gèrent la petite enfance dans les collectivités de droit commun ?

Le conseil de discipline.

La laïcité, la loi de 1905.

Comment faire respecter l'occupation du domaine public ?

Quels leviers pour l'encadrement ?

Le recrutement des personnes handicapées dans la fonction publique.

Quels sont les recours possibles pour un agent qui s'estime discriminé ?

Les contrôles pouvant être exercés sur les associations.

Les compétences de l'État en matière de suivi et de contrôle des associations qui reçoivent des enfants.

Quels sont les organismes publics et privés qui s'occupent du reclassement des handicapés ?

Différence entre convention d'occupation du domaine public et délégation de service public.

Le processus de reclassement à la Ville.

Définition : appel d'offre ouvert et restreint

L'échelle des sanctions.

La loi DALO.

Définition : le compte administratif, le compte de gestion.

Le droit de retrait, le devoir de réserve.

Le régime de l'ARTT.

La suspension est-elle une sanction disciplinaire ?

Comment distingue-t-on déconcentration et décentralisation ?

Comment participer à l'aménagement urbain quand on n'est pas urbaniste ?

Comment peut-on masculiniser un corps de fonctionnaire qui est très féminisé ?

Comment gère-t-on la sur-occupation des locaux publics ? Quel est l'impact physique sur ces locaux ? Quand une association occupe les locaux municipaux, qui paie les "frais de bouche" ?

Qu'est-ce que le plan climat ?

Les communautés d'agglomération.

Le contrat de développement territorial (CDT).

L'accès des usagers à l'information concernant leurs droits.

OPAC, OPHLM, statuts, rôles.

La loi de 2004 et les signes extérieurs religieux.

La vente d'immeubles à la découpe.

L'amiante au titre des risques professionnel.

Convention d'occupation du domaine public et autorisation temporaire d'occupation.

Comment mobiliser une équipe qui fait un travail répétitif ?

La diffusion des informations par mails.

Les droits de la défense en procédure disciplinaire administrative.

Le contrôle de gestion des administrations publiques.

L'apprentissage.

La VAE.

La création d'une SEM.

Le bizutage.

La comptabilité d'engagement, autorisations de programme et crédits de paiement.

Le coaching collectif.

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

Les marchés multi-techniques.

Convention d'occupation du domaine public et autorisation d'occupation du domaine public : différences et procédures.

Détachement et mise à disposition.

Le TRI (taux de rendement interne) d'un projet de concession.

RMI, RSA : quels changements pour quelles politiques ?

Le bilan de la politique de la Ville.

Subvention et marché public.

La délégation de service public.

II - QUESTIONS SUR LA VILLE DE PARIS, SON FONCTIONNEMENT, SES INSTITUTIONS

Quelles sont les démarches engagées à la Ville en matière de biodiversité ?
Citez des exemples concrets de mesures prises en ce sens.

Le fonctionnement de l'évaluation à la Ville.

La protection fonctionnelle.

En quoi les outils informatiques mis en place (type FMCR, ALIZE, etc.)
facilitent-ils le travail des agents ?

Quelle est la finalité de la DA ?

Définition : la fonction bâtiment.

Les principales missions du DGS d'une mairie d'arrondissement et d'une
mairie de droit commun.

Quelles directions gèrent des contrats énergétiques ?

Où se décide la politique énergétique de la Ville ?

La démarche de déontologie de la Ville.

Les valeurs mises en avant à la Ville et les actions qui s'y attachent.

Quelles concessions ont fait polémique et pourquoi ?

Quels sont les besoins de reconversion des agents ?

Définition d'un CTP. Quels sujets y sont abordés ?

L'aménagement des rythmes éducatifs à Paris.

L'amplitude horaire des crèches.

La jurisprudence "crèche Babyloup" et les établissements parisiens.

Quels sont les débouchés pour les emplois d'avenir à Paris ?

Le contenu de l'accord cadre formation, les mesures concrètes.

Les actions de la Ville en matière de développement et de coopération internationale ; quelle compétence communale ? Quel est l'avantage pour le contribuable parisien ?

La Ville développe-t-elle une politique d'aide aux étudiants étrangers ?

La politique de logement à la Ville, les objectifs de la mandature.

L'accord cadre "âge et génération".

Le CASVP : statut et missions.

La gestion de la propreté à Paris.

Définition et actions: PPRI (plan de prévention des risques d'inondation).

Les régimes indemnitaires à la Ville.

La gestion de l'eau à Paris.

Quels sont les lieux du dialogue social ?

Selon quels critères attribue-t-on des logements sociaux ?

Quels sont les logiciels utilisés par l'administration parisienne ? Sont ils conformes à la législation dite CNIL ?

En quoi consiste l'entretien de notation?

L'université des cadres.

Qu'est ce qu'un infocentre ?

Qu'est ce que la GPEC? A-t-elle un coût ?

Les emplois d'avenir.

Qui pilote la masse salariale à la Ville de Paris ?

Applique-t-on la LOLF à la Ville de Paris? Qu'est ce que la fongibilité ?

Qui est le comptable de la Ville de Paris?

Quel est le délai global de paiement de la Ville de Paris? Qu'ont changé les centres facturiers? Quel est l'intérêt de réduire les délais de paiement ?

Qu'est ce qu'un document unique ?

Comment la ville collabore-t- elle avec l'AP HP ?

Quels sont les profils des demandeurs de logements ? Sont ils menacés de surendettement ?

À combien revient une place en crèche à la collectivité ? Pourquoi dépense-t-on autant pour les crèches ?

Comment ont évolué les nouvelles technologies entre 2003 et 2013 ?

Pourquoi construit on si peu d'immeubles de grande hauteur à Paris ?

Que sont les administrations parisiennes ?

Où s'organise le dialogue social à la Ville de Paris?

Pourquoi voulez vous intégrer la Direction des achats ?

Peux-t-on mettre en place une démarche qualité en matière de marchés publics ?

L'habitat insalubre à Paris.

Les hôtels meublés.

Le Crédit municipal.

Une DSP pour le cinéma Louxor, pour quoi faire ?

La fonction bâtiment.

La fonction immobilière, 5 millions de m², 5000 sites.

Le télétravail.

Les tournages de films à Paris.

La transparence des rémunérations.

L'égalité dans l'attribution des primes.

Les spécificités de Rectorat et de l'Académie de Paris.

Le recrutement à la Ville.

Les outils informatiques en matière de ressources humaines.

Le SICTOM.

L'occupation du domaine privé à Paris.

Gérer les éboueurs ; l'image de ceux-ci vis-à-vis des parisiens.

La répartition des modes de collecte des ordures ménagères à Paris.

Le droit de grève et la propreté de Paris.

Le contrôle de gestion.

L'aide sociale à l'enfance.

Les postes de DGS et de DGAS à Paris.

"Qualiparis" : quelle utilité, quels enjeux ?

La fonction immobilière à Paris.

L'ouverture des jardins.

L'absentéisme des agents.

L'absentéisme dans les crèches.

Pourquoi une DSP pour le stade Roland-Garros ?

Quel niveau pour le Grand Paris ?

Le développement de la mobilité.

L'ARE 25 millions d'€, comment équilibrer ce coût ?

L'ARE, que paye l'Etat ?

Rythmes éducatifs et rythmes scolaires : différences ou complémentarité ?

Gérer les âges à Paris.

L'entretien professionnel.

La disparition de la taxe professionnelle.

La GIPA.

Le 39 75.

Les résidences secondaires à Paris.

La charte de la laïcité.

La rémunération des personnels sociaux.

La fin de la notation.

La protection fonctionnelle.

La gestion de la Tour Eiffel.

La piscine Molitor, un bail administratif emphytéotique, pourquoi ? quelle différence avec une DSP ?

Les pompes funèbres à Paris, la libéralisation de cette activité.

La dépréciation des contractuels.

Les grands projets d'investissement de la mandature.

Le Département de Paris.

La coopération avec les communes limitrophes.

Les emplois d'avenir.

Les indicateurs de qualité pour l'ASE.

Le suivi des enfants de l'ASE.

Les internats scolaires à Paris.

Les architectes des bâtiments de France.

Les locaux scolaires à Paris.

Les internats scolaires à Paris.

Le système Alizé.

Les SEM de Paris et les interventions hors-Paris.

Le métier d'acheteur.

L'observatoire parisien de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'entretien professionnel.

Le document unique.

Les primes à la Ville.

Les luttes contre les discriminations.

Les accords cadres à la Ville.

La reconversion des ouvriers.

Les emplois tremplin.

Le mécanisme des comptes de tiers.

Les responsables incendie.

Les emplois fonctionnels.

La démocratie participative, la loi Vaillant, les Conseils de quartier.

Quelles actions pour accompagner les encadrants ?

L'IAT.

La DGRI, quel rôle pour Paris ?

Le calendrier budgétaire.

Les franges du périphérique, le territoire de Paris au-delà de ce boulevard.

L'Inspection générale.

La vente immobilière des biens municipaux.

Le Conseil du patrimoine de Paris.

Les contentieux liés aux ressources humaines sont-ils traités par la DAJ ?

Les cours municipaux d'adultes, le lycée municipal d'adultes de Paris.

Les délibérations statutaires, quels processus ?

L'application EPM.

Le calendrier budgétaire.

L'AGOSPAP.

Le coût d'une place de crèche.

L'entretien professionnel à la Ville.

Devenir administrateur.

Gestion de la tour Eiffel, pourquoi une DSP ?

L'ARE.

Quelle utilité pour des agents de la fonction publique parisienne de travailler hors Paris ?

L'immobilier à la Ville, 2^{ème} poste de dépense après la masse salariale, pourquoi ?

Comment la Ville mesure-t-elle l'adhésion de ses agents à ses projets ?

La formation à la Ville.

Les accord cadres à la Ville.

Le DIF.

Les emplois d'avenir.

Le 104, quel public ?

Le plan église.

L'absentéisme en formation.

Le e-learning.

Le dialogue social à la Ville, ses instances paritaires.

Le CSAP

III - AUTRES QUESTIONS

Que fait le manager devant un conflit interpersonnel entre agents ?

Quels sont les dispositifs mis en place à la Ville pour faire face aux conflits de personnels ?

Est-ce une difficulté d'être une femme pour encadrer une équipe d'agents masculins de catégorie C ?

Quelle est l'expérience dont vous êtes le / la plus fier / fière ?

Quelles sont les qualités d'un bon manager ?

Quels sont les outils de la reconnaissance au travail ?

Les leviers possibles pour faire à l'absentéisme.

Quelles sont les principales qualités d'un bon manager ? Comment organise-t-il la concertation dans ses équipes ? Pourquoi une équipe a-t-elle besoin d'un chef ? Est-il juste un pacificateur ?

Comment élabore-t-on des indicateurs de résultats ?

Un bon indicateur.

Qu'est-ce que l'agenda 21 ? Et le développement durable ?

Peux-t-on donner des primes à des agents restant plus tard au bureau ? Avez-vous une grande marge de manœuvre pour octroyer des primes ?

Comment motive-t-on ses équipes ?

Peut-on modifier un projet de rapport en CAO au motif que votre hiérarchie connaît et apprécie telle ou telle entreprise ?

Les marchés éducatifs sont-ils utiles ?

Qu'est-ce qu'une situation de crise ?

Que doit-on faire face à un collègue qui présente des troubles du comportement ?

Quelles formations permettent d'aider à la mobilité professionnelle ?

Comment faire converger les attentes des usagers et celles des personnels ?

Pourquoi consommer des produits bios si on ne peut produire bio ? Comment instituer un circuit court ?

Comment crée-t-on des postes à effectifs constants ?

Gestion du public agressif.

Peut-on maintenir tous les services publics ?

L'information et la communication.

Les fonctionnaires corvéables à merci.

Faire des usagers des clients, un danger ?

La satisfaction des usagers.

La recherche d'économie, choix administratif ou politique ?

L'aide à la décision.

Les réseaux sociaux et le recrutement.

La reconnaissance professionnelle.

La reconnaissance par les primes.

Les relations directes des fonctionnaires avec les cabinets d'élus.

La bureaucratie française, une spécialité ?

Le choc des simplifications.

La rémunération de la catégorie C.

Votre style de management.

Les trames vertes et les trames bleues.

La GEPEC.

Etre éboueur toute sa vie.

Comment se présenter à un nouveau poste ?

Les différents types de management.

Les conseillers ministériels, quelles limites à leur recrutement ?

Egalité des droits ou égalité des chances ?

Quelles motivations pour le service public en 2013

Les concours, gages de promotion sociale ?

La reconnaissance des collaborateurs au travail.

La compétition pour stimuler une équipe.

Comment mobiliser une équipe qui fait un travail répétitif ?

Remarques

Questions très fréquemment posées à tous les candidats :

À quel type de fonction aspirez-vous si vous accédez au principalat ?

Comment envisagez-vous votre prise de poste de principal ?

Si vous étiez nommé principal, que feriez-vous dans les prochaines années ?

Le représentant de l'UNSA à l'épreuve de sélection professionnelle a indiqué par ailleurs en séance de débriefing que selon le ressenti qu'il pouvait avoir auprès de collègues qui se sont manifestés, la préparation de l'épreuve était trop exclusivement tournée vers l'exposé initial de présentation et non vers la capacité à répondre aux questions de l'entretien.

À ce propos, de nombreuses questions relatives à la gestion des ressources humaines et au management d'une équipe ont été effectivement posées.

Statistiques 2013

Pour 435 attachés promouvables, 94 inscrits, 81 présents, 30 reçus (dans 10 directions différentes) ainsi qu'à l'Établissement public "Paris Musée", au Crédit municipal de Paris et au CASVP.

Le ratio promu / promouvable est donc de 7 %. Par rapport aux collègues présents à l'épreuve ce sont 37 % qui ont été reçus.

Les notes des agents reçus débutent à 16 sur 20.

19 candidats sont noté 15,5 sur 20, et 6 ont obtenus moins de 14 - ce qui indique une préparation notoirement insuffisante.

